

# CARTE COMMUNALE

- PRESCRIPTION : délibération du Conseil Municipal du 04/09/2014
- APPROBATION : délibération du Conseil Municipal du 03/04/2017



## DOSSIER APPROUVE

**AVRIL 2017**

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2017 approuvant la carte communale.

Le Maire, Cécile RIOLLET

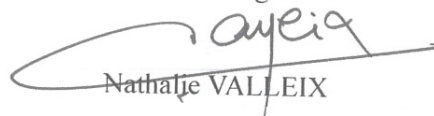


Assistance à la commune dans l'élaboration du dossier :



**Manon DRUET**, Urbaniste ind  
www.md-urbanisme.com  
37240 CIRAN - Tél: 06.87.43.11  
Mail : manondruet@gmail.com

Vu pour être annexé à mon arrêté  
n° du **27 AVR. 2017**  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire général



Nathalie VALLEIX

**COMMUNE Saint-Christophe-en-Bazelle**

**Code\_insee: 36185**

## **LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

vendredi 10 avril 2015

### **Gestionnaire : D.D.T. - SEFEN/Eau et Milieux Aquatiques**

Cité Administrative - Bd George Sand  
C.S. 60616

36020 CHATEAUROUX CEDEX

<b>Code S.U.P.</b>	<b>A4</b>	<b>Description</b>
<b>famille:</b>	Conservation des eaux	Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau
<b>1845</b>	Arrêté préfectoral du 27/05/1969  Servitude applicable sur une largeur de 4 m sur les deux rives du ruisseau "Le Riau", afin de permettre le libre passage des engins mécaniques de curage, faucardement et entretien.	

### **Gestionnaire : Conseil Général de l'Indre**

D.G.A. - R.T.P.E.  
Hôtel du Département  
B.P. 639

36020 CHATEAUROUX CEDEX

<b>Code S.U.P.</b>	<b>EL5</b>	<b>Description</b>
<b>famille:</b>	Circulation routière	Servitudes de visibilité sur les voies publiques
<b>1406</b>	Arrêté préfectoral du 25/07/1980  n° 80;3110/EQUIP/652/AGE portant servitude de visibilité d'élagage en bordure des chemins départementaux et communaux.  Les voies, la nature des points dangereux, zones, longueurs de la servitude sont détaillées dans l'arrêté annexé à la présente liste.	

### **Gestionnaire : D.D.T. - Service Sécurité Risques/Prévention**

Cité Administrative - Bd. George Sand  
C.S. 60616

36020 CHATEAUROUX CEDEX

Code S.U.P.	PPRN	Description	Plan de prévention des risques naturels liés au retrait gonflement des argiles
famille:	Risques naturels		
1077	<p>Arrêté préfectoral du 23/05/2008</p> <p>n° 2008-05-0182 portant approbation de l'établissement d'un Plan de prévention du risque "mouvements de terrain différentiels liés à la sécheresse et à la réhydratation des sols".</p> <p>Le dossier comprenant la note de présentation, le règlement et le plan est annexé au document d'urbanisme..</p>		

## **Gestionnaire : R.T.E. / GMR Sologne**

21 rue Pierre et Marie Curie

45140      INGRE

<b>Code S.U.P.</b>	I4	<b>Description</b>	Servitudes relatives au transport et à la distribution d'énergie électrique
<b>famille:</b>	Electricité		
1844	Loi du 15/06/1906 Ouvrages de transport : - Ligne aérienne 400 Kv EGUZON - VERGER - Ligne aérienne 225 Kv EGUZON - TERRES NOIRES		

## **Gestionnaire : DGAC - Département SNIA Ouest**

Pôle de Nantes  
 Zone Aéroportuaire  
 CS14321

44343      BOUGUENAIS Cedex

<b>Code S.U.P.</b>	T7	<b>Description</b>	Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières
<b>famille:</b>	Circulation aérienne		
1853	Arrêté Interministériel du 25/07/1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation. Voir arrêté ci-annexé, définissant les installations soumises à autorisation.		

---

## **Gestionnaire : Commune**

<b>Code S.U.P.</b>	EL7	<i>Description</i>	Servitudes d'alignement
<i>famille:</i>	Circulation routière		
1846	Arrêté préfectoral du 20/01/1866 RD 25 : Le Bourg RD 25 : Les Villages RD 13 : Le bourg		



ARRETE

**Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation**

NOR: EQUA9000474A

Version consolidée au 18 mars 2015

Le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R. 421-38-13 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

**Article 1**

Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

- a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;
- b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au 1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

**Article 2**

Pour l'application du troisième alinéa de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a) 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) 130 mètres, dans les agglomérations ;
- c) 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
  - les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
  - les zones montagneuses ;
  - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

**Article 3**

L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées est abrogé.

#### Article 4

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des dispositions applicables à chaque territoire en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

*NOTA : : Loi 2001-616 2001-07-11 art. 75 : Dans tous les textes législatifs et réglementaires, la référence à la collectivité territoriale de Mayotte est remplacée par la référence à Mayotte et la référence à la collectivité territoriale est remplacée par la référence à la collectivité départementale.*

#### Article 5

Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Le ministre de l'équipement, du logement,  
des transports et de la mer,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet civil et militaire,

D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

C. VIGOUROUX

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,  
porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des affaires économiques,  
sociales et culturelles de l'outre-mer,

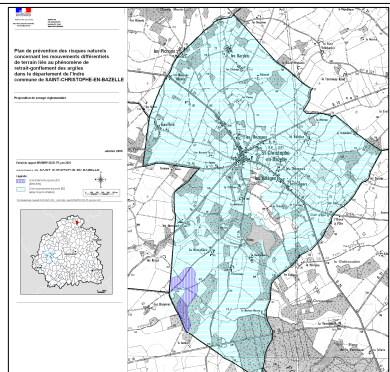
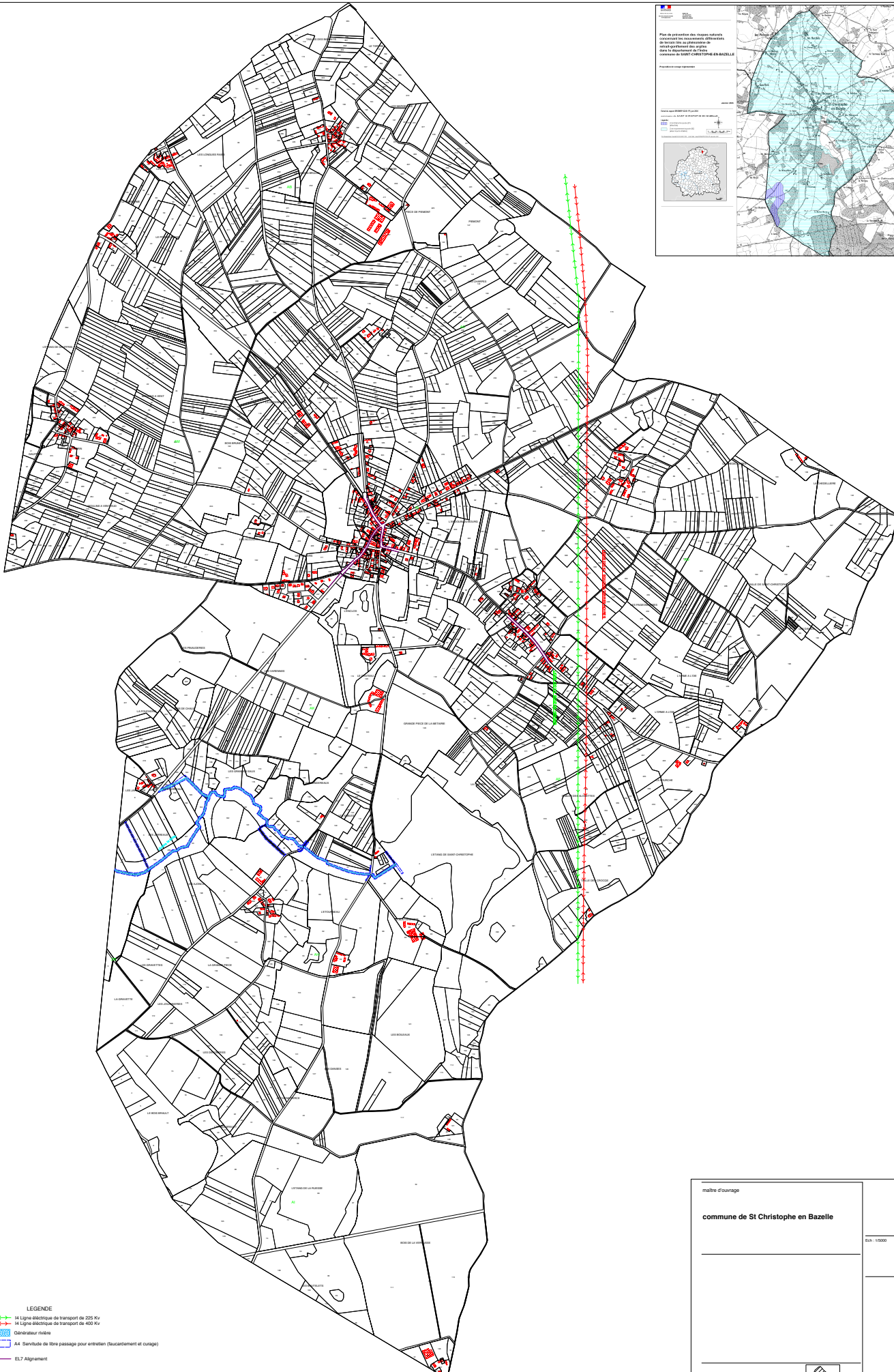
G. BELORGEY

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

D. CADOUX



- LEGENDE
- 14 Ligne électrique de transport de 225 kV
  - 14 Ligne électrique de transport de 400 kV
  - Générateur rivière
  - A4 Servitude de libre passage pour entretien (buscardement et curage)
  - EL7 Alignement

maître d'ouvrage			
commune de St Christophe en Bazelle		échelle 1:10000	
servitudes			
maître d'œuvre			
direction départementale des territoires de l'Indre		réalisation avril 2015	
		sources : cadastre DGFIP	

PRÉFECTURE  
DE L'INDRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION  
DÉPARTEMENTALE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
ET DU LOGEMENT

ARRÊTÉ N° 80.3110

/Equip/652/AGE du 25 JUIL. 1980

portant... SERVITUDE DE VISIBILITE D'ELAGAGE EN BORDURE DES CHEMINS

DÉPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX

LE PREFET DE L'INDRE

VU l'article 21 du décret-loi du 14 Juin 1938 ;

VU le règlement sur les chemins départementaux du 26 Mars 1968  
article 66 spécifiant que :

"Le préfet peut toujours limiter à 1 mètre la hauteur des haies vive bordant  
"certaines parties des voies, lorsque cette mesure est commandée par la sé-  
"curité de la circulation. Pour le même motif, le Préfet peut également  
"prescrire aux embranchements de s chemins départementaux entre eux ou avec  
"d'autres voies publiques ou à l'approche des traversées de voies ferrées,  
"que la hauteur des haies ne pourra excéder 1 mètre au-dessus de l'axe des  
"chaussées sur une longueur de 50 mètres de part et d'autre du centre de ces  
"embranchements, carrefours, bifurcations ou passages à niveau.

VU le rapport de l'Ingénieur des Ponts et Chaussées, Directeur  
Départemental de l'Équipement ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de l'Indre ;

/A R R E T E :

ARTICLE 1er - Dans les zones de terrain désignées au tableau ci-annexé et  
situées en bordure de certains chemins départementaux près de leur croisement  
avec d'autres voies ou chemins ou des voies ferrées, la hauteur des haies  
vives ne pourra excéder un mètre par rapport au niveau de l'axe des chaussées  
sur une longueur indiquée au tableau annexé au présent arrêté. Cette longueur  
est mesurée le long des limites des voies ou chemins ou des voies ferrées à  
partir du sommet de l'angle.

Le développement de ces haies devra être constamment limité, afin  
qu'à la hauteur ainsi définie ne soit en aucun cas dépassée.

Dans les sections en courbe, la hauteur des haies ne devra pas  
dépasser un mètre par rapport au niveau de l'axe des chaussées sur les lon-  
gueurs indiquées au présent arrêté.

.../...

Notifié le 25.8.1980

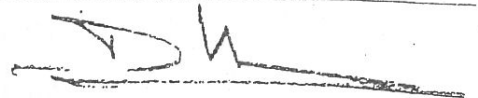


ARTICLE 2 - Les arrêtés antérieurs, notamment les arrêtés modifiés des 5 Septembre 1952, 19 Septembre 1959 et 7 Mai 1962 sont abrogés.

ARTICLE 3 - M. le Secrétaire Général de l'Indre  
- MM. les Sous-Préfets  
- M. l'Ingénieur des Ponts et Chaussées, Directeur Départemental de l'Equipement  
- M. le Conservateur des Eaux et Forêts  
- M. le Lieutenant Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Indre  
- MM. les gardes-champêtre

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les communes du département et inséré au Recueil des Actes Administratifs.

LE PREFET,



N° des chemins se croisant ou s'embranchant	P.K. du chemin de numéro inférieur	Communes	Nature du point dangereux	Zones triangulaires à débarrasser et à maintenir libres de toutes plantations	Longueur de la section dont la hauteur des haies ne devra pas dépasser 1 m.	Angles de lesquels la zone est comprise côté de la section
13 - VC 3	12,040	Chatillon	Embranchement	50	-	4 angles
13 - CR Malville	12,470	Chatillon	Embranchement	50	-	2 angles
13	12,650 à 12,850	St-Médard	Courbe	-	200	Côté gauche
13 - VC 3	12,885	St-Médard	Embranchement	50	-	2 angles
13 - CD 18	15,260	St-Médard	Embranchement	50	-	Angle S.C
13 - VC 1	15,520	St-Médard	Embranchement	50	-	2 angles
13	16,100 à 16,250	Préaux	Courbe	-	150	Côté gauche
13	17,400 à 17,575	Préaux	Courbe	-	175	Côté droit
13 - VC 1	18,495	Préaux	Embranchement	50	-	2 angles
13 - VC 2	18,523	Préaux	Embranchement	50	-	2 angles
13 - VC 8	18,680	Préaux	Embranchement	50	-	2 angles
13 - VC 3	19,308	Préaux	Embranchement	50	-	2 angles
13 - VC 10	20,115	Préaux	Embranchement	50	-	2 angles
13 - CR COIFFERIE	20,748	Préaux	Embranchement	50	-	2 angles
13 - CR Ognais	22,479	Préaux	Embranchement	50	-	2 angles
13 - VC 10	25,502	Ecueillé	Embranchement	50	-	2 angles
13 - CR Foulquetière	31,600	Lucay-le-Mâle	Croisement	100	-	2 angles
13 - CD109	27,639	Ecueillé	Embranchement	50	-	2 angles
13 - VC 3	27,970	Ecueillé	Embranchement	50	-	2 angles
13 - CD 57	51,576 à 51,639	Parpeçay - Ste-Cécile	Croisement	60	-	3 angles
13 - CD 25B et VC 1	53,442	Ste-Cécile	Croisement	50	200	4 angles
13 - CD 15	55,925	St-Christophe-en-Bazelle	Embranchement	50	-	1 angle
13 - VC 4	63,498	Anjouin	Croisement	50	-	4 angles
13A - CD 122	0,350	Cléré-du-Bois	Embranchement	50	-	2 angles
13A - CR Coironnière	3,270	Cléré-du-Bois	Embranchement	50	-	2 angles
13A - CR Charloterie	8,700	Fléré-la-Rivière	Embranchement	50	-	2 angles
13A - CR Rouille	9,220	Fléré-la-Rivière	Embranchement	50	-	2 angles
13A - CR Vincents	9,930	Fléré-la-Rivière	Embranchement	50	-	2 angles
13A - CR Vautournon	10,440	Fléré-la-Rivière	Embranchement	50	-	2 angles
13A - VC 5	10,480	Fléré-la-Rivière	Embranchement	50	-	2 angles
13A - CR Pinauderie	10,560	Fléré-la-Rivière	Embranchement	50	-	2 angles

N° des chemins se croisant ou s'embranchant	P.K. du chemin de numéro inférieur	Communes	Nature du point dangereux	Zones triangulaires à débarasser et à maintenir libres de toutes plantations	Longueur de la section dont la hauteur des haies ne devra pas dépasser 1 m.	Angles desquels la zone est comprise côté de la section
16 - CD 65	11,297 à 11,332	Paudy	Croisement	50	-	4 angles
16	15,115 à 15,215	Paudy et Giroux	Courbe	-	100	Côté gauche
16	17,204 à 17,304	Giroux	Courbe	-	100	Côté gauche
16	19,388 à 19,562	Giroux et Luçay-le-Libre	Courbe	-	200	Côté gauche
16	21,065 à 21,216	Luçay-le-Libre	Courbe	-	150	Côté gauche
16 - VC 2	22,042	Luçay-le-Libre	Embranchement	50	-	2 angles
16	22,070 à 22,193	Luçay-le-Libre	Courbe	-	130	Côté gauche
16 - VC 5	26,034	Bagneux	Embranchement	50	-	4 angles
16 - CD 25	28,162	Bagneux	Croisement	50	-	4 angles
16 - CD 13C	30,871	St-Christophe-en-Bazelle	Croisement	50	-	4 angles
16B - VC3	1,820	Giroux	Croisement	50	-	4 angles
16B	4,500 à 4,550	Vatan	Courbe	-	50	Côté gauche
17 - VC 7	0,550	Concremiers	Embranchement	50	-	2 angles
17 - VC 8	1,900	Concremiers	Croisement	50	-	4 angles
17 - CD 53 et VC 2	3,183	Concremiers	Embranchement	50	-	4 angles
17	4,650 à 4,750	Concremiers	Courbes	-	100	Côté droit
17	4,750 à 4,850	Concremiers	Courbes	-	100	Côté gauche
17	5,600 à 5,700	Concremiers	Courbes	-	100	Côté droit
17	7,240 à 7,340	Le Blanc	Courbe	-	100	Côté droit
17 - CD 27 et VC 9 et 2	9,200 à 9,300	Le Blanc	Embranchement et courbe	50	-	5 angles
17 - VC 27	10,330	Le Blanc	Embranchement	50	-	2 angles
17	11,950 à 12,050	Pouligny-St-Pierre	Courbe	-	100	Côté droit
17 - VC 7	12,293	Pouligny-St-Pierre	Croisement	50	-	4 angles
17	12,200 à 12,350	Pouligny-St-Pierre	Courbe	-	150	Côté droit
17 - CD 43	16,130	Douadic	Embranchement	50	-	Angle Sud
17 - CD 20	17,800	Douadic	Embranchement	50	-	Angles Nord et Ouest
17 - CD 32	22,230	Douadic	Embranchement	50	-	Angles Nord et Sud
17 - CD 32	22,730	Douadic et Lingé	Embranchement	50	-	Angle Nord
17 - CD 78	25,125	Lingé	Croisement	50	-	4 angles
17 - CD 44	27,837	St-Michel-en-Brenne	Croisement	50	-	4 angles
17	28,900 à 29,000	St-Michel-en-Brenne	Courbe	-	100	Côté gauche
17 - CD 6A	29,502	St-Michel-en-Brenne	Croisement	50	-	4 angles

COMMUNE DE  
SAINT-CHRISTOPHE-EN-BAZELLE  
Indre (36)

**ANNEXE**  
**Bois et forêts relevant du régime forestier**

Les bois et forêts relevant du régime forestier doivent figurer, à titre informatif, dans les annexes des documents d'urbanisme avec les servitudes d'utilité publique (art. R123-14 du code de l'urbanisme)

La carte jointe localise en vert les forêts soumises au régime forestier et en rose les forêts privées présentes sur le territoire de la commune.




Le Maire,

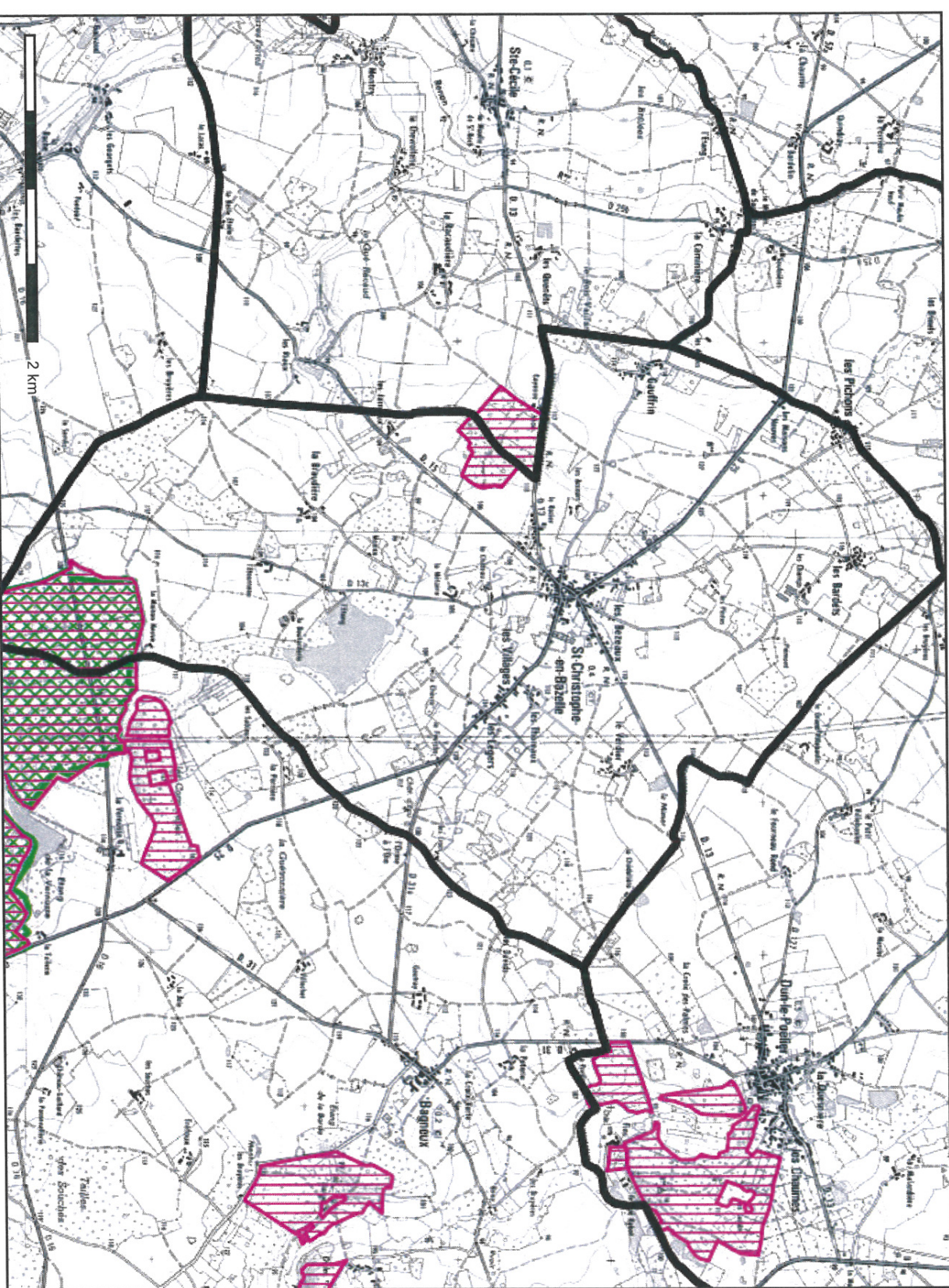


# Gestion des forêts



Conception : DDT 36  
Date d'impression : 25-02-2015

-  N\_COMMUNE\_BDC\_036
-  L\_GEST\_FORETprivee\_S\_036
-  N\_FORET\_SOUmise\_ONF\_R24



**Description :**  
Plan simple de gestion des forêts privées  
et forêts soumises au régime forestier ONF



